

F. 87 — 2068

10 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 décembre 1986 portant création dans le ressort du comité de secteur XII (Affaires sociales), de comités de concertation de base pour les organismes d'intérêt public relevant du Ministère de la Prévoyance sociale

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment les articles 10 à 12, modifiés par la loi du 19 juillet 1983;

Vu l'arrêté royal n° 513 du 27 mars 1987 portant suppression de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie et réorganisation de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 précitée, notamment les articles 19, 34, alinéa 2 et 36 à 39;

Vu l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 précitée;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 1986 portant création dans le ressort du comité de secteur XII (Affaires sociales), de comités de concertation de base pour les organismes d'intérêt public relevant du Ministère de la Prévoyance sociale, notamment l'article 1er;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du 11 juin 1987,

Arrête :

Article 1er. A l'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté ministériel du 12 décembre 1986 portant création dans le ressort du comité de secteur XII (Affaires sociales), de comités de concertation de base pour les organismes d'intérêt public relevant du Ministère de la Prévoyance sociale sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Caisse nationale des pensions de retraite et de survie » sont supprimés;

2° les mots « Office national des pensions pour travailleurs salariés » sont remplacés par les mots « Office national des pensions ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 septembre 1987.

J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 87 — 2069

27 OCTOBRE 1987
Arrêté royal relatif au régime de subventions
pour des projets d'émancipation sociale de la femme

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 septembre 1987;

Vu l'avis du Conseil de l'Émancipation;
Vu l'avis du Conseil d'État;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'État à l'Émancipation sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre ou le Secrétaire d'État qui a l'Émancipation sociale dans ses attributions accorde des subventions à des projets dont le but est de stimuler et de promouvoir l'émancipation sociale de la femme.

N. 87 — 2068

10 SEPTEMBER 1987. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 december 1986 houdende oprichting in het gebied van sectorcomité XII (Sociale Zaken), van de basisoverlegcomités voor de instellingen van openbaar nut die onder het toezicht staan van het Ministerie van Sociale Voorzorg

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op de artikelen 10 tot 12, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 513 van 27 maart 1987 houdende afschaffing van de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen en de reorganisatie van de Rijksdienst voor werknemerspensioenen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van voormelde wet van 19 december 1974 inzonderheid op artikelen 19, 34, tweede lid en 36 tot 39;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van voormelde wet van 19 december 1974;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 december 1986 houdende oprichting in het gebied van sectorcomité XII (Sociale Zaken), van de basisoverlegcomités voor de instellingen van openbaar nut die onder toezicht staan van het Ministerie van Sociale Voorzorg, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het gemotiveerd advies van het hoog overlegcomité van 11 juni 1987,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, van het ministerieel besluit van 12 december 1986 houdende oprichting in het gebied van sectorcomité XII (Sociale Zaken), van de basisoverlegcomités voor de instellingen van openbaar nut die onder toezicht staan van het Ministerie van Sociale Voorzorg, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen » worden geschrapt;

2° de woorden « Rijksdienst voor werknemerspensioenen » worden vervangen door de woorden « Rijksdienst voor pensioenen ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 september 1987.

J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 87 — 2069

27 OKTOBER 1987. — Koninklijk besluit betreffende de subsidie-regeling van projecten inzake de maatschappelijke emancipatie van de vrouw

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;
Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 september 1987;

Gelet op het advies van de Emancipatieraad;
Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten verleent de Minister of Staatssecretaris die de Maatschappelijke Emancipatie in zijn bevoegdheid heeft subsidies voor projecten die tot doel hebben de maatschappelijke emancipatie van de vrouw te stimuleren en te activeren.

Art. 2. Pour pouvoir bénéficier d'une subvention, un projet visant l'émancipation sociale de la femme doit relever de l'une des catégories suivantes :

- 1° des projets axés sur le changement de situations dans lesquelles il est question d'une différence de traitement injustifiée entre l'homme et la femme;
- 2° des projets axés sur le changement de structures et de rapports sociaux qui sont à la base d'obstacles et/ou de retards pour les femmes;
- 3° des projets qui stimulent le changement de mentalité à l'égard des schémas traditionnels dévolus à l'homme et à la femme;
- 4° des projets qui favorisent la prise de conscience de la femme et/ou de groupes de femmes à l'égard du rôle et de la position de la femme et qui stimulent sa participation sociale;
- 5° des projets axés sur une réflexion fondamentale concernant les rapports homme-femme, débouchant sur des stratégies de changement.

Art. 3. Pour pouvoir bénéficier d'une subvention, un projet doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° avoir un effet de promotion et de stimulation dans le domaine de l'émancipation sociale de la femme;
- 2° être introduit par une organisation qui a (entre autres) comme objectif de promouvoir l'émancipation sociale de la femme;
- 3° constituer une expérience par rapport au fonctionnement normal de l'organisation demanderesse;
- 4° faire la preuve d'une qualité suffisante;
- 5° si le projet peut également bénéficier d'une subvention sur la base d'une autre réglementation nationale, communautaire ou régionale, l'organisation demanderesse doit d'abord avoir eu recours et épuisé cette autre voie. Un projet qui, sur la base de ces autres réglementations, ne donne pas lieu ou ne donne que partiellement lieu à une subvention, peut bénéficier respectivement de la totalité ou de la partie restante de la subvention.

Art. 4. Les projets d'émancipation sociale de la femme sont prioritaires pour l'octroi de subventions s'ils appartiennent à l'une des catégories suivantes :

- 1° des projets axés sur les actions positives visant à éliminer les inégalités de fait entravant les possibilités d'emploi pour les femmes. La préférence ira aux projets visant les milieux culturels ou socialement défavorisés;
- 2° des projets axés sur la prévention de la violence ou de la violence sexuelle à l'égard des femmes et des jeunes filles et/ou sur la prise en charge des conséquences de tels actes;
- 3° des projets axés sur une participation accrue et plus effective des femmes à la prise de décision.

Art. 5. Pour pouvoir être subventionnés en priorité, les éléments suivants sont également pris en considération :

- 1° la portée et le rayonnement du projet;
- 2° la fonction de précurseur du projet et/ou son effet multiplicateur;
- 3° une répartition équitable de l'ensemble des projets subventionnés sur tout le pays.

Art. 6. La demande d'octroi d'une subvention à un projet doit être introduite par écrit auprès du Ministre ou du Secrétaire d'Etat qui a l'émancipation sociale dans ses attributions. Cette demande doit être accompagnée des pièces requises attestant que le projet répond aux conditions imposées par les articles 2 et 3 du présent arrêté, ainsi que d'un budget détaillé mentionnant, entre autres, les éventuelles autres sources de financement.

Art. 7. Le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a l'émancipation sociale dans ses attributions détermine le montant de la subvention qu'il accorde au projet, compte tenu :

- 1° des caractéristiques du projet, à savoir :
 - a) la qualité du projet;
 - b) la portée et le rayonnement du projet;
- 2° du budget introduit par l'organisation demanderesse. Les frais qui peuvent faire l'objet d'une subvention portent sur :
 - a) les dépenses inhérentes au projet; elles sont subventionnées au maximum à 90 pour cent;
 - b) les frais de fonctionnement en ce compris les frais liés à l'accomplissement de certaines missions par des experts et/ou des collaborateurs occasionnels, pour autant que ce soit nécessaire à la réalisation du projet; ces frais sont subventionnés au maximum à 75 % pour cent;
 - c) les frais de personnel; ceux-ci ne peuvent être subventionnés que dans des circonstances exceptionnelles et le cas échéant à concurrence de 50 % au maximum. Les circonstances exceptionnelles doivent être explicitées dans une demande de subvention dûment motivée.

Art. 2. Om in aanmerking te komen voor subsidiëring moet een project inzake de maatschappelijke emancipatie van de vrouw behoren tot één van de volgende categorieën :

- 1° projecten gericht op verandering van situaties waarin sprake is van een onrechtvaardig verschil in behandeling van vrouwen en mannen;
- 2° projecten gericht op verandering in maatschappelijke structuren en verhoudingen die belemmeringen en/of achterstanden voor vrouwen veroorzaken;
- 3° projecten die de mentaliteitsverandering ten aanzien van het traditionele man-vrouw rollenpatroon bevorderen;
- 4° projecten die de bewustwording van de rol en positie van de vrouw, bij de vrouw en/of groepen vrouwen bevorderen en die stimuleren dat vrouwen maatschappelijk participeren;
- 5° projecten gericht op een fundamentele reflexie betreffende de man-vrouw verhoudingen, resulterend in veranderingsstrategieën.

Art. 3. Om in aanmerking te komen voor subsidiëring moet een project de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° een activerende en stimulerende werking hebben ten aanzien van de maatschappelijke emancipatie van de vrouw;
- 2° ingediend worden door een organisatie die (mede) als doelstelling heeft de emancipatie van de vrouw te bevorderen;
- 3° een experiment uitmaken ten aanzien van de normale werking van de indienende organisatie;
- 4° getuigen van een voldoende kwaliteit;
- 5° de indienende organisatie dient indien het project eveneens in aanmerking komt voor subsidiëring, op grond van een andere nationale, gemeenschaps- of gewestregeling, eerst deze andere mogelijkheid tot subsidiëring aangesproken en uitgeput te hebben. Een project dat op grond van deze andere regelingen niet of slechts gedeeltelijk wordt gesubsidieerd, komt respectievelijk geheel of voor het resterende deel in aanmerking voor subsidiëring.

Art. 4. Projecten inzake de maatschappelijke emancipatie van de vrouw komen bij voorrang in aanmerking voor subsidiëring indien zij behoren tot één van de volgende categorieën :

- 1° projecten gericht op het voeren van positieve acties, die tot doel hebben de feitelijke ongelijkheden die de tewerkstellingskansen van vrouwen belemmeren, te verhelpen. De voorkeur gaat naar projecten gericht op cultureel of sociaal benadeelde milieus;
- 2° projecten gericht op het voorkomen van geweld of seksueel geweld op vrouwen en meisjes en/of het opvangen van de gevolgen daarvan;
- 3° projecten gericht op een grotere en meer effectieve deelname van vrouwen aan de besluitvorming.

Art. 5. Om bij voorrang in aanmerking te komen voor subsidiëring, wordt eveneens rekening gehouden met :

- 1° het bereik en de spreiding van het project;
- 2° de voorhoedefunctie en/of het multiplicator-effect van het project;
- 3° een redelijke spreiding over het land van het geheel van de gesubsidieerde projecten.

Art. 6. De aanvraag voor subsidiëring van een project moet schriftelijk worden ingediend bij de Minister of Staatssecretaris die de Maatschappelijke Emancipatie in zijn bevoegdheid heeft. Deze aanvraag moet vergezeld zijn van de nodige stukken die het bewijs bijbrengen dat de projecten voldoen aan de vereisten zoals voorzien in de artikelen 2 en 3 van dit besluit, alsmede van een gedetailleerde begroting, waarin onder meer de eventuele andere financieringsbronnen zijn vermeld.

Art. 7. De Minister of Staatssecretaris die de Maatschappelijke Emancipatie in zijn bevoegdheid heeft, bepaalt het subsidiebedrag dat hij aan het project verleent, rekening houdend met :

- 1° de kenmerken van het project, zijnde :
 - a) de kwaliteit van het project;
 - b) het bereik en de spreiding van het project;
- 2° de door de aanvragende organisatie ingediende begroting. De subsidieerbare kosten kunnen betrekking hebben op :
 - a) uitgaven inherent aan het project; deze uitgaven komen voor maximum 90 % in aanmerking voor subsidiëring;
 - b) werkingskosten, met inbegrip van de kosten verbonden aan het uitoefenen van opdrachten aan deskundigen en/of aan occasionele medewerkers, voor zover dit noodzakelijk is voor de realisatie van het project; deze kosten komen voor maximum 75 % in aanmerking voor subsidiëring;
 - c) personeelskosten; deze komen slechts in aanmerking voor subsidiëring in uitzonderlijke omstandigheden en in voorkomend geval voor maximum 50 %. De uitzonderlijke omstandigheden dienen uiteengezet te worden in een uitvoerig gemotiveerde subsidie-aanvraag.

Art. 8. L'organisation qui reçoit des subventions pour un projet visant l'émancipation sociale de la femme doit, au plus tard trois mois après la fin du projet, faire parvenir un compte rendu du fonctionnement et un rapport financier au Ministre ou au Secrétaire d'Etat qui a l'émancipation sociale dans ses attributions.

Art. 9. Immédiatement après la décision d'octroi des subventions du Ministre ou du Secrétaire d'Etat qui a l'émancipation sociale dans ses attributions, soixante pour cent des subventions accordées seront versés à l'organisation. Le solde sera liquidé après introduction du rapport d'activité et du rapport financier.

Art. 10. Un rapport sur les projets sera envoyé chaque année au Conseil de l'émancipation par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a l'émancipation sociale dans ses attributions.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'émancipation sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 octobre 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'émancipation sociale,
Mme M. SMET

Art. 8. De organisatie die subsidies ontvangt voor één project inzake de maatschappelijke emancipatie van de vrouw, moet ten laatste drie maanden na het beëindigen van het project een werkingsverslag en een financieel verslag overmaken aan de Minister of Staatssecretaris die de Maatschappelijke Emancipatie in zijn bevoegdheid heeft.

Art. 9. Onmiddellijk na de beslissing tot subsidiëring door de Minister of Staatssecretaris die de Maatschappelijke Emancipatie in zijn bevoegdheid heeft, wordt zestig procent van de toegezegde subsidies aan de indienende organisatie uitgekeerd. Het saldo wordt uitgekeerd na indiening van het activiteitsverslag en het financieel verslag.

Art. 10. Jaarlijks wordt door de Minister of Staatssecretaris die de Maatschappelijke Emancipatie in zijn bevoegdheid heeft, een verslag betreffende de gesubsidieerde projecten overgemaakt aan de Emancipatieraad.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 oktober 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,
Mevr. M. SMET

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 2070

21 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant création des comités de concertation de base et des comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents et présidents suppléants pour les services de l'Exécutif de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'arrêté royal 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment les articles 34, 36, 38 et 42;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation donné le 1er avril 1987,

Arrêtons :

Article 1er. Il est créé 18 comités de concertation de base pour les services de l'Exécutif de la Communauté française :

— un comité de concertation de base pour l'hôpital psychiatrique de Mons.

Le Médecin en chef-directeur de l'hôpital psychiatrique de Mons et le Directeur administratif de l'hôpital psychiatrique de Mons sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour l'hôpital psychiatrique de Tournai.

Le Médecin en chef-directeur de l'hôpital psychiatrique de Tournai et le Directeur administratif de l'hôpital psychiatrique de Tournai sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour la Direction générale de la Santé, hormis les hôpitaux psychiatriques.

Le Directeur général de la Direction générale de la Santé et l'Inspecteur général de l'Inspection générale de la Médecine curative sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour le Musée royal de Mariemont.